



VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

18 Décembre 2018 - n°9

COOPÉRATION ARABO-AFRICAINE POUR SÉCURISER LA MER ROUGE

Sécuriser la mer Rouge : tel a été l'objet des pourparlers récemment organisés à Riyad entre les ministres des Affaires étrangères de sept pays – Arabie Saoudite, Jordanie, Soudan, Somalie, Djibouti, Égypte et Yémen. Une première de la part de ces sept pays côtiers de la mer Rouge, dont l'objectif est de former un nouveau conseil politique pour améliorer « *la sécurité, la stabilité, le commerce et l'investissement* » selon le quotidien des Émirats arabes unis *The National*.

Toujours selon *The national*, c'est environ 10 % du commerce mondial qui transite aujourd'hui par la mer Rouge. Ces chiffres renferment une bonne nouvelle : les importations de denrées alimentaires africaines dans les Émirats arabes unis ont pour leur part augmenté de 170 % depuis 2010. L'importance stratégique des pays de la Corne de l'Afrique, qui contrôlent conjointement le détroit de Bab-el-Mandeb – une importante voie maritime pour les exportations de pétrole vers l'Ouest gérée par le Conseil de coopération du Golfe (CCG) avec le Yémen –, a conduit certains pays du CCG à apporter leur soutien à cette initiative.

LA TURQUIE AIDE DJIBOUTI POUR LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE

Rappelons, dans ce contexte, les travaux de construction depuis 2017 du « barrage d'amitié d'Ambouli », près de Djibouti. Assurés par la société d'État turque State Hydraulic Works, ils devraient être achevés en juin 2019, grâce à un investissement équivalent à 17,5 millions d'euros. Selon les propos du directeur du projet, Ahmet Utku Oktay, rapportés par l'agence Anadolu, l'infrastructure permettra de minimiser les effets des inondations. Mais aussi et surtout : « *L'eau qui sera stockée dans le barrage sera également utilisée pour l'irrigation et l'agriculture* ». Un projet salubre pour ce petit pays aride de moins d'un million d'habitants, qui importe encore de la nourriture d'Éthiopie. Bien qu'aride, la ville de Djibouti, qui concentre 75 % de la population, est frappée par des inondations régulières lorsqu'il pleut dans les hautes terres environnantes. Le volume de stockage de l'eau du barrage s'élève à 14 millions de mètres cubes.

Si le projet a créé des emplois pour les habitants de la région, l'ambassadeur de Turquie à Djibouti, Sadi Altınok, a rappelé à l'agence Anadolu que la Turquie avait mené à bien plusieurs projets socio-économiques dans le pays, comme le montre l'inauguration prochaine d'un hôpital avec un service pédiatrique.

FEU AU LAC TRANSATLANTIQUE : ANNONCE DE LA NOUVELLE (GÉO)POLITIQUE AMÉRICAINE EN AFRIQUE

C'est par une diatribe digne de la guerre froide que le conseiller américain à la Sécurité nationale, John Bolton, a présenté cette semaine, devant l'Heritage Foundation (un think-tank néoconservateur), la nouvelle politique africaine des États-Unis, validée par l'administration Trump. Son nom : « *Prosper Africa* » (pour ne pas dire « *Prosper America* »).

Bien loin de vouloir créer les conditions d'une coopération pour un développement futur du continent, Bolton a consacré l'essentiel de son discours à vilipender les « *actions prédatrices* » de la Russie et de la Chine en Afrique, y compris contre leurs armées respectives. Il a été jusqu'à les qualifier, dans ce contexte, de « *menaces significatives à la sécurité nationale des États-Unis*. »

Bolton a d'abord identifié trois priorités américaines dans la région :

- 1) Renforcer les partenariats d'échanges commerciaux avec le continent
- 2) Lutter contre terrorisme islamiste radical
- 3) Veiller à ce que les aides au développement financées par le contribuable américain soient utilisées de manière efficiente.

Mais la priorité numéro un est bel et bien de faire cesser l'expansion de la Chine et de la Russie, a-t-il déclaré : « *Les grandes puissances concurrentes, à savoir la Chine et la Russie, sont en train d'étendre de plus en plus rapidement leur influence financière et politique à l'ensemble de l'Afrique. Elles ciblent délibérément et de manière agressive leurs investissements dans la région, afin d'acquérir un avantage concurrentiel par rapport aux États-Unis. La Chine utilise des pots-de-vin, des accords opaques, et, à travers le piège de la dette, les États d'Afrique sont prisonniers (...) des exigences de Pékin. Ces projets d'investissement sont obtenus par la corruption, et ne répondent pas aux mêmes exigences environnementales ou éthiques que les programmes de développement des États-Unis.* »

M. Bolton a ensuite attaqué nommément l'Initiative une Ceinture une Route (ICR) (Nouvelles Routes de la soie) : « *De telles actions prédatrices sont des sous-éléments d'une politique plus large. Les initiatives stratégiques chinoises dont l'ICR, qui prévoit de développer une série de routes commerciales à destination et en provenance de la Chine, ont pour but ultime de faire progresser la domination chinoise à l'échelle internationale. En Afrique, nous constatons déjà les effets inquiétants de la politique chinoise visant à obtenir plus d'avantages politiques, économiques et militaires.* »

Et d'accuser la Chine d'avoir endetté des nations telles que la Zambie et Djibouti afin de prendre le contrôle de leurs économies et d'y installer des bases militaires.

Mais la Chine n'a pas été la seule visée : « *La Russie, pour sa part, cherche également à accroître son influence dans la région par le biais des pratiques de corruption dans les transactions économiques. Sur l'ensemble du continent, la Russie fait progresser ses positions politiques et économiques sans respect pour les règles internationales ni transparence et responsabilité dans les politiques de gouvernance. La Russie continue de vendre des armes et de l'énergie en échange de votes aux Nations Unies, maintenant des hommes autoritaires au pouvoir, sapant ainsi la paix et la sécurité, contre l'intérêt supérieur de la population africaine. Enfin elle continue à extraire des ressources naturelles sur le continent pour son propre intérêt.* »

« *Bref, conclut Bolton, les pratiques prédatrices de la Chine et de la Russie freinent la croissance économique en Afrique ; menacent l'indépendance économique des pays africains ; entravent les possibilités d'investissement des États-Unis ; interfèrent dans les opérations militaires américaines et posent une menace importante aux intérêts de la sécurité nationale américaine.* »

Au sujet des financements apportés par les États-Unis en Afrique, Bolton a affirmé : « *Les États-Unis n'apporteront plus d'assistance aveugle au continent sans (...) hiérarchiser leurs priorités. Nous n'appuierons plus les projets improductifs et infructueux de missions de maintien de la paix de*

l'ONU. Nous exigeons bien plus pour l'argent durement gagné par les contribuables américains. » Et comble de l'ironie, après avoir accusé la Russie d'acheter des votes à l'ONU, voilà que le conseiller américain annonce que « les pays qui votent à plusieurs reprises contre les États-Unis dans les votes internationaux ou prennent des mesures contraires aux intérêts des États-Unis ne recevront pas l'aide généreuse de l'Amérique (...) » !

La réponse chinoise ne s'est pas faite attendre. Par des propos plutôt mesurés, M. Lu Kang, ministre de l'Ambassade de Chine aux États-Unis, a déclaré : « *Ce qui compte pour la Chine, ce sont les besoins des pays africains tels que l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture. En revanche il est intéressant de constater, à travers les remarques de certains Américains, que les États-Unis sont plus préoccupés par la Chine et la Russie que par l'Afrique (...) En attendant, la coopération avec l'Afrique doit se faire en fonction de sa volonté et de ses besoins, et sans contrainte politique ni ingérence dans les affaires internes des pays.* »

Selon Xinhua « *Lu a rappelé qu'au cours de l'année 2018 à Beijing lors du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) et lors des débats de la 73e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, de nombreux dirigeants africains ont exprimé le désir de leurs pays de se développer et ont signifié qu'ils appréciaient le soutien de la Chine dans ce but. Instauration de la paix et le développement en Afrique relève de la responsabilité de la communauté internationale. La Chine a toujours adopté une attitude d'ouverture concernant les actions internationales en Afrique et elle pense que les investissements de toutes les parties du monde dans ce processus, sur une base de respect, sont les bienvenus.* »

Il est important de noter dans ce contexte la sortie ce 18 décembre sur ARTE d'un reportage à charge contre la Chine et les Nouvelles Routes de la soie, notamment en Afrique : *Le monde selon Xi Jinping*. Dans ce documentaire réalisé par Sophie Lepault, les « experts » qui témoignent sont étonnamment issus de la CIA, d'Oxford et des réseaux néoconservateurs occidentaux !

Voir également dans notre lettre n°7 du 4 décembre 2018 : « La présence militaire

en Afrique beaucoup plus importante que prévu. »

L'INDUSTRIE TCHÈQUE POURRAIT DÉLOCALISER EN AFRIQUE

Importer l'industrie tchèque en Afrique et investir 3,5 milliards d'euros : c'est l'option qui a été évoquée par le Premier ministre tchèque, Andrej Babis, lors de sa récente visite au Maroc. Pour lui, investir dans des emplois sur place offrirait une perspective constructive à la jeunesse africaine et la dissuaderait de migrer vers l'Europe. Surtout, cela serait moins coûteux, notamment pour le secteur automobile, de produire directement dans les pays africains que d'y exporter les voitures européennes.

Si cette stratégie relève de la simple délocalisation, elle est, dans le contexte européen actuel, un moindre mal. En effet, loin d'emboîter le pas aux Nouvelles Routes de la soie avec une grande politique de coopération internationale et de transfert des savoir-faire, l'UE vient au contraire de renforcer sa politique unilatérale de forteresse. Ainsi, via le Fonds fiduciaire pour l'Afrique du Parlement européen, elle a cédé pas moins de 140 millions d'euros pour contraindre certains pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest à garder, à travers des actions policières, les émigrés avant leur départ pour l'Europe.

Et l'on peut toujours se rassurer en se rappelant que rien n'est définitif : d'atelier du monde, la Chine a bien réussi à passer au rang de deuxième puissance mondiale...

L'ITALIE, TROISIÈME INVESTISSEUR AU MONDE EN AFRIQUE

L'Italie est pour sa part beaucoup plus ambitieuse. A l'occasion de la conférence de Boao, le Davos asiatique, qui a eu lieu à Rome du 4 au 5 décembre 2018 au sujet des relations Asie/Europe, le ministre italien des Finances, Giovanni Tria, cité par le site sud-africain *Mining Review*, a déclaré : « *L'Afrique est un continent de grands changements et d'opportunités. Cependant, l'Europe a du mal à comprendre que son*

avenir se trouve au Sud et non au Nord. » Selon Tria, l'actuel récit européen sur l'Afrique est erroné sur tout la ligne : « Le continent a (...) un énorme potentiel de croissance, une superficie de 30 millions de km², d'immenses ressources, un territoire en pleine croissance démographique, de moins en moins de conflits, des évolutions majeures dans le domaine de l'éducation et, enfin, une économie qui n'a cessé de croître au cours des 15 dernières années, même si elle ne représente encore que 3 % du PIB mondial. » Le président de la Banque africaine de développement (BAD), M. Akinwumi Adesina, a pour sa part affirmé : « Avec une classe moyenne en pleine croissance et un essor rapide de l'urbanisation, la demande de consommation (...) sera de plus en plus forte et va faire du continent une opportunité d'investissement de premier plan que l'on ne peut plus ignorer. C'est la confirmation que l'Afrique est engagée dans un processus de transformation complet. L'Afrique est la nouvelle frontière de l'investissement international. » Mining Review rapporte qu'avec 11,6 milliards de dollars, l'Italie a été l'un des investisseurs les plus importants sur le continent africain en 2017, le troisième après la Chine et les Émirats arabes unis.

LA RUSSIE VEUT AIDER À CONSTRUIRE LA LIGNE DE CHEMIN DE FER TRANSCONTINENTALE EN AFRIQUE

La commission intergouvernementale russo-soudanaise a annoncé dans un de ses rapports le souhait de la Russie de participer à la construction de la ligne de chemin de fer transcontinentale, qui relierait l'Afrique de l'Est à l'Afrique de l'Ouest. Selon le document, cité par l'agence de presse TASS, « La partie soudanaise a exprimé son intérêt pour la participation des entreprises russes dans la construction du réseau transafricain de chemin de fer Dakar - Port-Soudan - Le Cap. Du côté russe, la volonté de travailler sur (...) ce projet a été confirmée mais il a été demandé la garantie, pour tous les moyens de financement, d'un cadre juridique approprié. »

Le projet de ligne de chemin de fer transafricain fait partie des plans de l'Union Africaine (UA) pour relier le port de Dakar à l'Ouest au port de Djibouti à l'Est. La ligne, qui suivra l'auto-route transafricaine 5 (TAH5), devra traverser 10 pays différents (dont la plupart sont enclavés) et stimuler les échanges commerciaux sur l'ensemble du continent. La première phase du projet, qui coûtera environ 2,2 milliards de dollars, devra assurer la mise à niveau de 1 228 kilomètres de voies ferrées existantes entre Dakar, la capitale du Sénégal et Bamako, la capitale du Mali voisin. Ce projet a déjà attiré des investissements chinois dans le cadre de l'Initiative une ceinture une route et du développement des infrastructures dans l'Afrique de l'Ouest.

Voir l'Afrique avec les yeux du futur
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.
Directeur de publication : Sébastien Périmony
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : contact@afriquedufutur.com
www.afriquedufutur.com

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)
Abonnement par virement ou par chèque à l'ordre de Sébastien Périmony
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR